

La Parisien, 4 juillet 2017

UN AN POUR RÉFORMER LA RÉPUBLIQUE

CONGRÈS Mains de parlementaires, une dose de proportionnelle, la fin de la justice d'exception... Macron ne change pas de République mais dépoussière le régime.

PAR ANTHONY DE GAULLE ET PAULINE THÉVENAZ

TOUT SE DÉBÂT finalement passé comme prévu. C'est d'un pied levé, c'est qu'on lui connaît depuis le soir de son élection, qu'Emmanuel Macron a traversé la porte des Élysées. Le voilà qui s'installe à la tribune, aux côtés de son épouse, pour annoncer les premières mesures de son gouvernement. Sa garde rapprochée, ses plus fidèles conseillers, d'ordinaire en retrait à l'appareil en public, sont eux aussi aux premières lignes pour l'écouter une heure et demie durant dans son organe.

S'écartant, rarement, de son texte, le président lève sa vision du quinquennat à venir. La réforme sans précédent annonce nouvelle. « Il y a des conditions », résume un ministre. Mais alors, que tient à redire Emmanuel Macron hier ? Le chef de l'État veut montrer qu'il entend bien tourner la page des quinze dernières présidences, « tranchant » – ce sont ses mots (durs) – avec les années agi-

UNE FRANCE APÈRIE, RECOUVRIÉE ET VICTIME NE PRODUIT QUE DU MALHEUR.
Emmanuel Macron

Mes, toutes au résultat également décevant. Il ne cite ni François Hollande ni Nicolas Sarkozy, mais les deux anciens présidents sont clairement visés. Macron déplore ainsi « l'opinion commune de ces dernières années » : « Une France apeurée, recroquevillée, et victime ne produit que du malheur ».

Son engagement : démentir « ceux qui spéculent sur un échec », « les cyniques ». Lui se voit comme le président du sursaut, et même ose-t-il, dans une révolution. Pour donner corps à sa doctrine « progressiste », le président de la République confirme sa volonté de moderniser nos institutions. Aux principaux concernés, il explique pourquoi ils seront

d'un bien moins nombreux et pour une part élus à la proportionnelle. Cherchant l'unité nationale autour de son projet, il invite tout simplement la France et appelle à cesser « la lutte de la droite ». Ce qui n'est pas sans faire tressailler l'opposition. « Si on n'est pas d'accord avec le programme absolu, maintenant, c'est la gauche », s'insurge le député LR Daniel Pépère. « Sa majesté ce soir les Français », sourit un roturier, un proche de Macron, un très provocateur.

PÉRIODE Liberté, autonomie, intelligence collective, efficacité, « efficacité », le président éprouve ses mots. L'exercice de « pédagogie » revendiqué, souvent réutilisé, devant ses opposants. Mais il fait bien, défend un ministre rompu avec l'abandon du statut « réformer » un roman national. « Outre à sembler d'essayer », « C'est aussi l'effacement d'un trait en perspective », reconnaît le secrétaire socialiste Jean-Pierre Sini. Outre à prouver, une nouvelle fois, un discours de la méthode. Change donc, cet après-midi, au

Premier ministre Édouard Philippe de détailler la « mise en œuvre » de cette déclaration d'intention. Change aussi au chef du gouvernement d'élire avec les nouvelles nouvelles et les annonces d'aujourd'hui. « La France n'est pas un pays qui se reforme », l'a prévenu Emmanuel Macron, pourtant de ce ordre de passage de relais au Premier ministre. Le retour aux fondamentaux de la V^e République présente parfois quelques avantages.

Twitter: @lyonactu